

À quand remonte le rattrapage économique du Québec?

par Vincent Geloso



Dans les livres d'histoire du Québec, la période qui va de 1945 à 1960 a été qualifiée de « Grande Noirceur » pour dénoter un présumé retard de la province par comparaison avec ses voisins nord-américains. La société québécoise d'alors est vue comme étant moins dynamique et prospère sur le plan économique, moins avancée culturellement et socialement, sous l'influence d'une Église obscurantiste, dominée par le capital anglophone et gouvernée par des élites politiques autoritaires et corrompues. Plusieurs de ces prétentions se révèlent n'avoir aucun fondement si l'on regarde de plus près les statistiques de cette époque¹.

Lorsqu'on observe en particulier les indicateurs économiques et les niveaux d'éducation, les données indiquent que le Québec était en réalité en train de rattraper le reste du Canada. De plus, comme nous le verrons, le Québec a fait meilleure figure entre 1945 et 1960 que durant la Révolution tranquille entre 1960 et 1975.

Il est vrai qu'avant 1945, le Québec avait connu pendant plusieurs décennies un sous-développement croissant par rapport au reste du Canada. Les séries de données économiques sont rarement continues sur de longues périodes et sont souvent difficiles à réconcilier, mais elles montrent une tendance indubitable. Par exemple, en 1890, le revenu moyen au Québec se situait à 75 % de ce qu'il était en Ontario, par comparaison avec seulement 71 % en 1910². Une autre série de données montre que les revenus d'emploi réels des travailleurs masculins à Montréal et Québec ont baissé par rapport à ceux des travailleurs d'autres villes canadiennes entre 1921 et 1941³.

En ce qui concerne l'éducation, le Québec était en fait légèrement en avance du reste du pays en 1901. Même si les taux d'inscription étaient plus élevés dans les autres provinces, le niveau de fréquentation – tous les enfants inscrits à l'école ne la fréquentaient pas régulièrement – était beaucoup plus élevé au Québec. C'est donc dire que ceux qui s'inscrivaient à l'école au Québec y allaient vraiment dans

une proportion plus élevée. Par conséquent, le taux effectif de fréquentation en 1901 se situait à 41 % pour la population de 5 à 19 ans au Québec, contre 40 % en Ontario et 38 % au Canada dans son ensemble.

Le Québec a toutefois commencé à perdre du terrain par la suite. En 1931, le taux effectif de fréquentation avait grimpé à 52% au Québec, mais avait augmenté plus vite en Ontario (62 %) et au Canada dans son ensemble (55 %)⁴. Cette disparité s'est maintenue plus ou moins au même niveau jusqu'après la guerre (voir Figure 1).

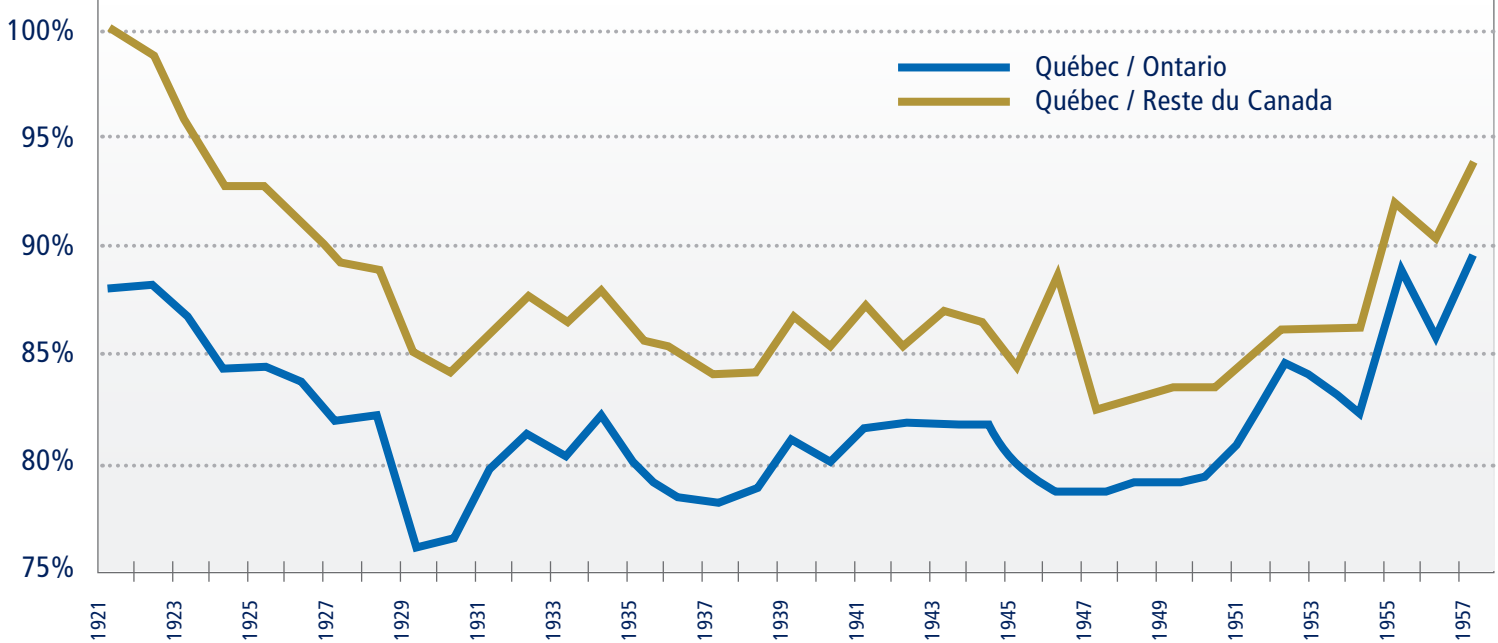
Le grand rattrapage après 1945

Alors que le Québec avait connu un déclin relatif par rapport au reste du Canada avant la Seconde Guerre mondiale, le contraire est survenu lorsque la guerre a pris fin. Les Québécois francophones ont abandonné les occupations rurales et se sont dirigés massivement vers des occupations administratives, professionnelles, et vers d'autres emplois dans le secteur des services⁵, dont les salaires étaient semblables à ceux observés à Toronto⁶. Même les ouvriers non spécialisés occupant des emplois dans le secteur manufacturier ont vu leurs salaires augmenter légèrement plus vite qu'à Toronto entre 1946 et 1960⁷.

En fait, loin de connaître le déclin relatif et le retard croissant suggérés dans les livres



Figure 1 — Proportion des enfants de moins de 15 ans fréquentant effectivement l'école au Québec, en proportion de l'Ontario et du reste du Canada, 1921 à 1957



Sources : Voir l'annexe sur le site Web de l'Institut économique de Montréal à iedm.org. Note : Les données utilisées pour construire cette figure débutent en 1921 et ne font pas partie de la même série utilisée pour décrire le taux effectif de fréquentation entre 1901 et 1931. Les tendances sont toutefois essentiellement les mêmes.

d'histoire, le Québec a plutôt vécu un grand mouvement de rattrapage économique et social avec le reste du Canada durant cette période, en particulier en ce qui a trait à l'épargne et à l'investissement, à l'éducation et au niveau de vie en général.

Loin de connaître le déclin relatif et le retard croissant suggérés dans les livres d'histoire, le Québec a plutôt vécu un grand mouvement de rattrapage économique et social avec le reste du Canada durant cette période.

Les investissements dans la province ont crû considérablement plus vite qu'en Ontario, autant par travailleur que par habitant⁸. Une illustration révélatrice de la propension des Québécois à épargner davantage est le fait que le nombre de membres des caisses de crédit (essentiellement les Caisses populaires Desjardins) a triplé entre 1946 et 1960, passant de 450 800 à 1,35 million⁹. En tenant compte de l'inflation, le capital de chaque caisse a augmenté de 166 % durant cette période¹⁰.

Pendant ce temps, l'activité entrepreneuriale, telle que mesurée par le nombre d'entreprises créées, a connu une poussée importante de 34 par 100 000 habitants en 1945 à 74 par 100 000 habitants en 1960¹¹.

Grâce à ce dynamisme économique accru, le revenu personnel disponible du Québécois moyen a augmenté à un rythme plus rapide que celui des habitants de l'Ontario et du reste du

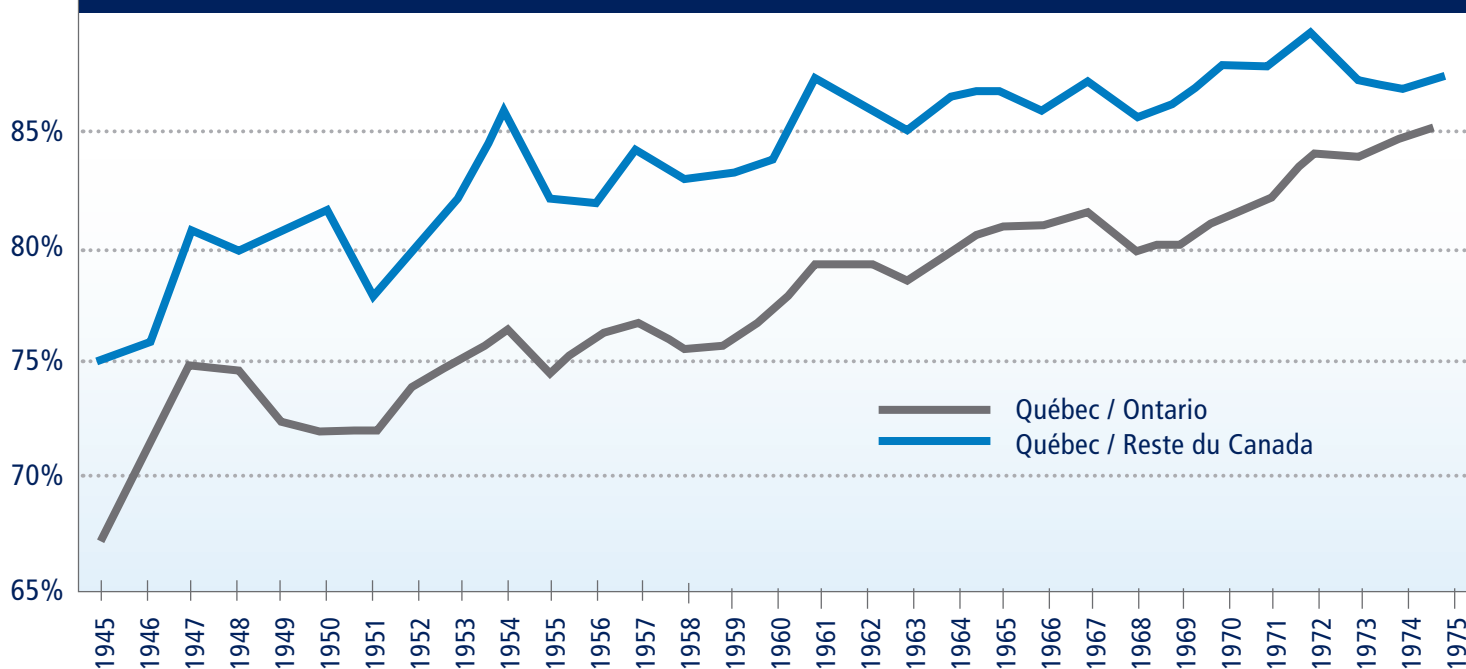
Canada, réduisant ainsi l'écart entre le Québec et les autres provinces au chapitre du niveau de vie (voir Figure 2)¹².

Ces chiffres sont vraisemblablement encore plus positifs pour deux raisons : le coût de la vie plus bas au Québec et la plus grande taille des ménages québécois. Il est toujours périlleux d'estimer les différences de coût de la vie, surtout à l'échelle d'une province. Les données disponibles indiquent toutefois que le coût de la vie était 4,3 % plus bas à Montréal qu'à Toronto entre 1946 et 1950, une différence similaire à celle qui prévalait dans l'entre-deux-guerres¹³. Compte tenu que les prix augmentaient plus ou moins au même rythme dans les deux villes, cela signifie que le revenu relatif des Québécois était plus élevé que ce que la Figure 2 laisse entrevoir.

De plus, les ménages québécois étaient plus gros que presque partout ailleurs au Canada. Cela permettait aux familles de bénéficier d'économies d'échelle lors de l'achat de biens de première nécessité. Lorsqu'on procède aux ajustements nécessaires pour l'année 1960, on constate que le niveau de vie qui prévalait au Québec en proportion de celui de l'Ontario était supérieur par une marge de cinq points de pourcentage à ce qu'indiquent les données non corrigées¹⁴.

On peut observer un phénomène de convergence similaire en ce qui concerne les niveaux d'éducation. Le Québec a alors commencé à réduire l'écart avec le reste du Canada qui s'était créé durant les décennies précédentes en ce qui a trait à la proportion d'enfants allant à l'école. L'écart dans le taux effectif de fréquentation s'est considérablement rétréci de

Figure 2 — Revenu personnel disponible par habitant au Québec, corrigé en fonction de l'inflation, en proportion de l'Ontario et du reste du Canada, 1945 à 1975



Sources : Voir l'annexe sur le site Web de l'Institut économique de Montréal à iedm.org.

1945 à 1957 (voir Figure 1)¹⁵.

En termes de résultats éducationnels, cela signifie qu'une proportion grandissante de jeunes Québécois allaient à l'école secondaire et même à l'université. En 1951, pour chaque tranche de 100 Ontariens âgés de 15 ans et plus qui possédaient un diplôme universitaire, seulement 71 Québécois du même âge en possédaient un. Ce chiffre a grimpé à 85 en 1961. Cette progression a été encore plus évidente pour les femmes. La proportion de celles qui avaient un diplôme universitaire au Québec en 1951 était moins de la moitié de la proportion observée en Ontario, à 44 %, comparée à 82 % en 1961¹⁶.

Étrangement, la plupart des historiens prétendent que le Québec est devenu une société de plus en plus arriérée sur le plan de l'éducation durant les années d'après-guerre. Les données montrent tout le contraire. Un écart existait toujours entre le niveau d'éducation des jeunes Québécois et celui des autres jeunes Canadiens, mais cet écart allait rapidement en s'amenuisant.

Pas si révolutionnaire après tout

Compte tenu de l'évolution économique et sociale du Québec de 1945 à 1960, l'étiquette de « Grande Noirceur » servant à décrire cette période est incorrecte. Ce n'était pas une période de stagnation, mais de convergence de plus en plus grande avec les provinces les plus riches du Canada. On devrait plutôt décrire cette époque comme une période de « Grand Rattrapage », autant sur le plan économique que social.

Inversement, lorsqu'on analyse les preuves empiriques, la Révolution tranquille qui a suivi, qu'on décrit invariablement par opposition avec la Grande Noirceur comme une période de modernisation et d'enrichissement rapides grâce à un nouvel interventionnisme du gouvernement provincial, ne se démarque en fin de compte aucunement par rapport aux tendances précédentes.

Lorsqu'on analyse les preuves empiriques, la Révolution tranquille ne se démarque en fin de compte aucunement par rapport aux tendances précédentes.

En effet, les statistiques disponibles au chapitre de la scolarité montrent la même tendance à une convergence entre le Québec et le reste du Canada après 1960, quoiqu'à un rythme moins rapide que durant le Grand Rattrapage. Malheureusement, les séries de données sur la fréquentation quotidienne de l'école prennent fin dans les années 1960, mais nous pouvons tout de même utiliser les données sur le taux d'inscription pour observer les tendances.

Alors que le taux d'inscription des enfants de moins de 15 ans au Québec s'élevait à 79 % du taux observé en Ontario en 1945, cette proportion avait grimpé à 89 % en 1960. Elle a atteint 94 % en 1975. Si l'on compare les deux périodes, on voit que l'écart entre le Québec et l'Ontario a été réduit de 10 points de 1945 à 1960, mais seulement de 5 points de 1960 à 1975¹⁷. La majeure partie du rattrapage a donc été réalisée avant, et non durant, la Révolution tranquille.

En bref, la situation relative du Québec au sein du Canada s'est améliorée à un rythme soutenu durant les deux périodes, mais la plupart des gains en termes de résultats éducationnels et de niveau de vie ont été réalisés avant 1960, et non après.

On entrevoit de plus certains signes de déclin relatif en ce qui concerne spécifiquement l'éducation universitaire durant la Révolution tranquille. En 1961, il y avait 85 Québécois possédant un diplôme universitaire pour chaque tranche de 100 Ontariens qui en possédaient un. Cette proportion était tombée à 78 en 1981. Un recul similaire a été observé par rapport au reste du Canada¹⁸.

Le Québec a aussi continué de rattraper le reste du Canada au chapitre du niveau de vie durant la Révolution tranquille, encore une fois à un rythme un peu plus lent. Alors que le revenu personnel disponible par habitant en proportion de celui de l'Ontario avait augmenté de 9,7 points de 1945 à 1960, il a augmenté de 8,3 points de 1960 à 1975. Par rapport au reste du Canada, l'écart a été réduit de 8,8 points de pourcentage de 1945 à 1960, mais seulement de 3,7 points additionnels de 1960 à 1975 (voir Figure 2)¹⁹.

Conclusion

En bref, la situation relative du Québec au sein du Canada s'est améliorée à un rythme soutenu durant les deux périodes, mais la plupart des gains en termes de résultats éducationnels et de niveau de vie ont été réalisés avant 1960, et non après. C'est le contraire de ce que des générations d'étudiants ont appris dans les cours d'histoire, et de ce que les termes « Grande Noirceur » et « Révolution tranquille » sont censés signifier.

L'histoire n'est pas une science exacte, et les événements et périodes du passé prennent parfois des sens différents lorsqu'ils sont réinterprétés par les nouvelles générations à la lumière des modes et des conditions actuelles. Il existe cependant des faits objectifs qui ne peuvent être ignorés.

Les statistiques disponibles contredisent l'affirmation selon laquelle la période qui va de 1945 à 1960 a été caractérisée par le retard et la stagnation. Elles ne permettent pas non plus d'appuyer l'idée selon laquelle la société québécoise a effectué une rupture radicale avec son passé à partir de 1960. Il est grand temps de remettre en question les clichés et les mythes associés à ces périodes et de les nommer d'une façon plus appropriée.

Références

1. Voir Vincent Geloso, *Grand rattrapage et déclin tranquille: Une histoire économique et sociale du Québec depuis 1900*, Accent grave, 2013, pour une discussion plus détaillée de toutes ces questions.
2. Morris Altman, « Economic Development with High Wages: An historical perspective », *Explorations in Economic History*, vol. 25 (1988), p. 203.
3. Herbert Emery et Clint Levitt, « Cost of living, real wages and real incomes in thirteen Canadian cities, 1900–1950 », *Canadian Journal of Economics / Revue canadienne d'économie*, vol. 35 (2002), no 1, p. 135.

4. Chris Minns et Mary McKinnon, *The Impact of School Provision on Pupil Attendance: Evidence from the Early 20th century*, Document de travail no 116/09 (2009), Département d'histoire économique, London School of Economics and Political Science, p. 29.
5. Gérard Bernier et Robert Boily, *Le Québec en chiffres, de 1850 à nos jours*, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1986, p. 208-211.
6. Bureau fédéral de la statistique, *Annuaire du Canada*, 1961, p. 782.
7. Bureau fédéral de la statistique, *Annuaire du Canada, 1948-1949 et 1961*; Statistiques Canada, *Statistiques historiques du Canada : Section K – Indices des prix à la consommation dans certaines agglomérations urbaines, 1940 to 1975*.
8. (Pour les investissements au Québec) Bureau fédéral de la statistique, *Annuaire du Canada*, 1947 et 1962; (pour l'inflation) Statistique Canada, *Statistiques historiques du Canada : Section K – Indices des prix à la consommation dans certaines agglomérations urbaines, 1940 à 1975*; (pour les travailleurs) Ministère du Commerce et de l'Industrie, *L'Annuaire statistique du Québec*, 1960 et 1977-1978.
9. Bureau fédéral de la statistique, *Annuaire du Canada*, 1948-49, p. 1097; Bureau fédéral de la statistique, *Annuaire du Canada*, 1962, p. 1194.
10. Ministère du Commerce et de l'Industrie, *L'Annuaire statistique du Québec*, 1961, p. 648.
11. *Ibid.*, p. 604.
12. Voir l'annexe sur le site Web de l'Institut économique de Montréal à iedm.org.
13. Herbert Emery et Clint Levitt, *op. cit.*, note 3, p. 127.
14. Jamie Carson, *Le pouvoir de dépenser des familles*, Statistique Canada, 2002, p. 2; Bureau fédéral de la statistique, « Familles économiques (par certaines caractéristiques, Canada et provinces) », Recensement de 1961, Bulletin SX-10, Catalogue 98-524, vol. IV, p. 9, 19, 20.
15. Voir l'annexe sur le site Web de l'Institut économique de Montréal à iedm.org.
16. Hervé Gauthier et al., *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, Volume II, Institut de la statistique du Québec, 1998, p. 214.
17. Statistique Canada, *Statistiques historiques du Canada : Section W – Ensemble des effectifs des écoles primaires et secondaires, selon l'administration responsable, Canada et les provinces, certaines années, 1920 à 1975*; Statistique Canada, CANSIM, tableaux 051-0026 et 051-0001.
18. Hervé Gauthier et al., *op. cit.*, note 16.
19. Les années 1945 à 1947 expliquent principalement que le rattrapage du Québec par rapport à l'Ontario entre 1945 et 1960 soit plus rapide qu'entre 1960 et 1975. Ces années ont été marquées par d'importants ajustements économiques d'après-guerre et leur inclusion apparaît tout à fait légitime. Toutefois, ce rattrapage est similaire si l'on ne considère que la période 1950-1960 comparée à la période 1960-1970, c'est-à-dire plus rapide avant 1960 (de 5,2 points de pourcentage) qu'après (de 4,2 points de pourcentage).

910, rue Peel, bureau 600
Montréal (Québec) H3C 2H8 Canada
Téléphone : 514 273-0969
Télécopieur : 514 273-2581
Site Web : www.iedm.org

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses études et ses conférences, l'IEDM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement gouvernemental. Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Institut économique de Montréal © 2013

Illustration : Ygreck Design graphique : Mireille Dufour